Questions orales

cause ont été contactées. Une enquête sur chacune des commissions des valeurs mobilières dans quatre provinces, je crois, est actuellement en cours, parce que nous croyons que c'est très sérieux, et lorsque des allégations semblables sont faites, on doit, je crois, apporter devant la Chambre ici, ou ailleurs, des preuves des faits qui sont allégués, ou on va trouver la Commission des valeurs mobilières, ou encore la GRC, pour prouver les allégations qu'on fait. Mais cela deviendrait irresponsable si on laissait planer des doutes quant à des faits qui n'ont pas été prouvés. L'enquête est en cours, monsieur le Président, et dès que nous aurons les faits là-dessus, les conclusions, nous pourrions les rendre publics, monsieur le Président.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES**PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PRÉSIDENT DE
L'ASSEMBLÉE POPULAIRE DU MOZAMBIQUE**

M. le Président: Je signale aux députés la présence à notre tribune de M. Marcelino Dos Santos, président de l'Assemblée populaire du Mozambique.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET**LES GAINS POSSIBLEMENT RÉALISÉS À CAUSE DE LA
FUITE DE RENSEIGNEMENTS BUDGÉTAIRES—ON
DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE**

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, je reviens à la question fondamentale de la responsabilité ministérielle, en l'occurrence de celle du ministre des Finances qui est le fiduciaire des deniers de la nation. Hier après-midi, le ministre et ses collègues savaient qu'il y avait eu une fuite concernant des renseignements budgétaires capitaux, en fait, tout le budget. Les éléments de preuve permettent maintenant de croire que cette fuite portait sur la presque totalité du budget et qu'elle provenait d'un certain nombre de sources.

M. Clark (Yellowhead): Quelles preuves?

Une voix: De quelles preuves parle-t-il?

M. Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Il savait également que certaines bourses canadiennes étaient encore ouvertes, notamment celles de la côte ouest où des

actions de sociétés touchées par le budget, comme Air Canada, pouvaient être vendues ou achetées.

Il est donc évident que des particuliers ou des entreprises privées pouvaient être favorisés et réaliser des gains, ce qui va à l'encontre du principe fondamental de la confidentialité du budget et de la responsabilité ministérielle. Par conséquent, pourquoi le ministre ne retire-t-il pas son budget et ne démissionne-t-il pas honorablement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que le ministre a expliqué ce matin pourquoi il avait pris les mesures qu'il a prises. Dès que la fuite a été connue, la première réaction a été de présenter le budget à la Chambre des communes. Malheureusement, parce qu'il n'y a pas eu consentement unanime, nous n'avons pas pu.

J'ai expliqué à mon collègue que le ministre s'est toujours acquitté de ses responsabilités et, cette fois-ci encore, il a été à la hauteur de sa tâche.

En fait, j'attire l'attention du député de Winnipeg sur une phrase d'un article du *Winnipeg Free Press*: «Cependant, le ministre ne saurait être tenu responsable des gestes illégaux posés par des fonctionnaires.»

Le *Winnipeg Free Press* a adopté une position raisonnable et sensée dans cette affaire, et j'exhorte le député de Winnipeg-Sud-Centre à s'en inspirer.

ON DEMANDE LE RETRAIT DU BUDGET

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur le Président, avec tout le respect que je lui dois, je dis au premier ministre qu'il a tort. Il ne s'agit pas de savoir si le ministre des Finances est responsable de gestes illégaux mais bien qu'il est responsable du budget du Canada et qu'il doit s'assurer que personne ne tire des avantages personnels de ce budget. Il doit donc assumer la responsabilité de présenter un budget dont certains individus pourraient tirer des avantages personnels parce que le secret a été violé. N'est-il pas vrai que le ministre des Finances et le premier ministre n'avaient qu'une seule option, soit de retirer le budget? Aucun budget ni ministre ne l'emportent sur les droits du Parlement et le droit des Canadiens d'être traités avec justice et équité dans le cadre du processus budgétaire.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, si le ministre a suivi la procédure établie au fil des ans. . .

Des voix: Si.

M. Mulroney: Et il semble qu'il l'ait fait.